

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
Z.I. Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Niort, le 27 juin 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2025

Contexte et constats

Publié sur 

Communauté d'Agglomération du Niortais

140 rue des Equarts
CS 28770
79000 Niort

Références : AIOT 0007207653/2025/185

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2025 dans l'établissement Communauté d'Agglomération du Niortais implanté Lieu-dit Le Bois Fort 79360 Beauvoir-sur-Niort. L'inspection a été annoncée le 14/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Communauté d'Agglomération du Niortais
- Lieu-dit Le Bois Fort 79360 Beauvoir-sur-Niort
- Code AIOT : 0007207653
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'ISDI a été autorisée par arrêté préfectoral du 3 juin 2010 pour une durée de 17 ans et une capacité de 19 500 m³. Les volumes stockés sont issus de 3 déchetteries de la CAN.

La déchetterie possède deux récépissés de déclarations pour les rubriques 2710-1 et 2710-2

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	suites inspection du 26 mars 2018 (ISDI)	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8, 9, 14, 16, 19, 20, 22, 25,	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	suites inspection du 26 mars 2018 (déchetterie)	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 3.4, 3.5, 4.2, 4.5, 5.2, 7.3 et 7.6 de l'annexe I	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Progression de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/06/2010, article 2.6	Sans objet
4	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 03/06/2010, article 4.2	Sans objet
5	Quantités admissibles	Arrêté Préfectoral du 03/06/2010, article 3	Sans objet
7	Notification de cessation d'activité	Code de l'environnement du 19/05/2025, article R.512-46-25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit :

- confirmer à l'inspection que la bâche à incendie mise en place a bien été réceptionnée par le SDIS,
- compléter son registre chronologique de suivi des déchets avec les informations manquantes,
- anticiper la cessation d'activité de l'ISDI et transmettre à l'inspection le programme prévisionnel

2-4) Fiches de constats

N° 1 : suites inspection du 26 mars 2018 (ISDI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8, 9, 14, 16, 19, 20, 22, 25,
Thème(s) : Risques chroniques, suites inspection du 26 mars 2018 (ISDI)
Prescription contrôlée : article 8 => L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en

bon état de propreté.

Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées.

Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.

article 9 => L'exploitant récapitule dans une notice, disponible sur site, les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.) conformément aux chapitres V, VI et VII du présent arrêté.

Y sont également précisées les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.) ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements.

article 14 => Les personnes autorisées sur site sont nommément identifiées dans une liste disponible sur site.

article 16 => L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

article 19 => Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent.

article 20 => L'organisation du stockage des déchets doit permettre un réaménagement progressif et coordonné du site selon un phasage proposé par l'exploitant et repris dans le dossier d'enregistrement.

article 22 => Un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale, sur lequel sont notés :

- l'identification de l'installation de stockage ;
- le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;
- les jours et heures d'ouverture ;
- la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;

article 25 => L'exploitant assure une **surveillance de la qualité de l'air** par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées **au moins une fois par an** par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours.

Constats :

L'exploitant a répondu aux non-conformités et écarts constatés lors de la précédente inspection par courrier du 28 juin 2018.

article 8 => La périphérie du stock est végétalisée. Il n'a pas été constaté d'envol de poussières.

article 14 => la liste des personnes autorisées sur site et disposant des clés était annexée au courrier. L'ISDI n'est accessible qu'aux agents de la CAN qui viennent vider les bennes des déchetteries de Beauvoir, Prin-Deyrançon et occasionnellement Prahecq. Pour accéder à l'ISDI il est nécessaire de passer au préalable par la déchetterie.

article 16 => Le grillage a été renforcé le long du domaine public. Côté parcelle agricole il n'y a pas de clôture. Le bois existant fait la transition entre la parcelle cultivée et le stockage.

article 19 => Il n'y a pas de consigne formalisée pour l'ISDI. Les déchets inertes déposés sont ceux issus des bennes des déchetteries destinées aux particuliers. Les déchets font l'objet d'un contrôle par les agents des déchetteries. Les agents de la CAN qui vident les bennes ont connaissance du site. La zone dédiée permet aussi le contrôle des déchets après déversements des bennes.

article 20 => Le plan topographique présenté a été actualisé le 12/07/2024.

article 22 => L'accès à l'ISDI se fait depuis la déchetterie. Il n'est pas autorisé aux particuliers. Le panneau à l'entrée de la déchetterie ne mentionne pas la présence de l'ISDI.

article 25 => La demande d'exonération de surveillance de la qualité de l'air n'a jamais été transmise. La cessation d'activité du site est prévue d'ici 2026. Aucune plainte relative aux poussières n'a été signalée. L'enjeu poussière sur ce site reste faible néanmoins l'exploitant aurait dû régulariser sa situation par une demande d'exonération compte-tenu de l'absence de surveillance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection le programme prévisionnel de cessation d'activité de l'ISDI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : suites inspection du 26 mars 2018 (déchetterie)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 3.4, 3.5, 4.2, 4.5, 5.2, 7.3 et 7.6 de l'annexe I

Thème(s) : Risques chroniques, suites inspection du 26 mars 2018 (déchetterie)

Prescription contrôlée :

3.4. Vérification périodique des installations électriques et levée des écarts

3.5. Formations => L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie.

4.2. Moyens de lutte contre l'incendie => L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur

4.5. consignes de sécurité => des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les précautions à prendre dans la manipulation des déchets dangereux ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

5.2. Réseau de collecte => Les eaux pluviales collectées sur l'installation ne peuvent être rejetées qu'après passage dans un décanteur-déshuileur dont la capacité sera dimensionnée en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis, même en situation exceptionnelle sur l'installation. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an.

7.3. et 7.6. Local de stockage / Déchets sortants => L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.

Constats :

L'exploitant a répondu aux non-conformités et écarts constatés lors de l'inspection du 26 mars 2018 par courrier du 28 juin 2018.

3.4. Le dernier rapport de vérification des installations électriques et de l'éclairage date du 19 mai 2025. Aucune non-conformité n'a été identifiée.

3.5. L'exploitant a présenté son tableau de suivi des formations. Il fait apparaître les qualifications obtenues par agent et les dates de fin de validité. L'exploitant a transmis post-inspection la fiche de l'agent principal du site de Beauvoir.

4.2. Moyens de lutte contre l'incendie => Une bâche a été mise en place en 2021. L'exploitant n'avait pas connaissance d'une réception de cette bâche par les services d'incendie et de secours.

4.5. Les consignes de sécurité sont affichées dans le bureau de l'agent principal du site.

5.2. Le séparateur à hydrocarbures a été installé suite à l'inspection de 2018 et remplacé en 2023. L'exploitant a transmis le plan d'aménagement du site en 2021 sur lequel figure le réseau de collecte des eaux pluviales. La date du dernier nettoyage du séparateur n'a pas pu être communiquée.

7.3. et 7.6. L'exploitant a présenté son registre de suivi des déchets.

Le tableau ne reprend pas l'ensemble des informations requises par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none"> - confirmer la réception de la bâche par le SDIS, - transmettre à l'inspection le justificatif dématérialisé du dernier entretien du séparateur en précisant la récurrence de l'entretien, - compléter son registre avec les informations manquantes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Progression de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2010, article 2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Progression de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation est effectuée par tranches successives dont le réaménagement est coordonné.
Constats : Le site est en phase finale de comblement. La cessation d'activité est prévue en 2026. Les bennes sont aujourd'hui déversées sur la zone sommitale du dôme qui approche de sa côte maximale. Le régalaie des bennes se fait une à deux fois par an par l'intermédiaire d'une entreprise extérieure.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2010, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état
Prescription contrôlée : La remise en état est réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation.
Constats : Le levé topographique de 2024 ne présente pas de dépassement de la hauteur du dôme prévue au dossier. Compte-tenu de la cessation d'activité prévue à court terme l'exploitant doit d'ores et déjà anticiper le modelage définitif du dôme pour respecter la remise en état prescrite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Quantités admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2010, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Quantités admissibles
Prescription contrôlée : L'installation est classée au titre des rubriques ICPE suivantes : 2710-2b : installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial. Volume des déchets susceptible d'être présent dans l'installation : 216,4 m ³ . 2710-1b : installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial. Quantité des déchets susceptible d'être présente dans l'installation : 6,15 tonnes. 2760-3 : Installation de stockage de déchets inertes. La capacité totale utile du site est estimée à 19 500 m ³ .
Constats : Sur l'ensemble du site l'inspection relève la présence de : <ul style="list-style-type: none">• 1 benne de 30 m³ pour les déchets métalliques,• 1 benne de 35 m³ pour les déchets de bois,• 1 benne de 30 m³ pour les déchets tout venant,• 1 benne de 30 m³ pour les déchets de mobilier,• une zone de dépôt de déchet vert d'une surface de 432 m² actuellement occupée par des véhicules en stationnement,• 1 benne à gravats de 12 m³• 1 benne cartons de 30 m³• 1 benne étanche pour les bidons vides souillés 30 m³• un local de dépôt des déchets électriques et électroniques (non accessible aux usagers),• un local de stockage des déchets diffus spécifiques (non accessible aux usagers),• 2 caissons de récupération des textiles,• 2 caissons éco-maison (nouvelle REP)• 1 fût de récupération d'huiles alimentaires,• 1 caisson de récupération des piles et batteries usagées. La quantité de déchets présente sur la déchetterie reste inférieure aux seuils de l'arrêté préfectoral. Sur l'ISDI le volume accueilli au 12/07/2024 depuis la mise en service était estimé à 16 600 m ³ . 1793 tonnes de déchets inertes ont été déposées dans l'ISDI en 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, Traçabilité des déchets
Prescription contrôlée : <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none">• la dénomination usuelle du déchet ;• le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;• s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;• le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;• le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;• la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">• la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets• la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;• l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;• la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;• la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;• la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none">• le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;• le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-

<p>B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</p> <ul style="list-style-type: none"> le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté son registre chronologique. Il ne reprend pas l'ensemble des informations requises par l'arrêté ministériel .</p> <p><u>Numéro de SIRET</u></p> <p>Les déchetteries et l'ISDI disposent du même numéro de SIRET que celui de la régie des déchets (PREVALEC). Les extractions depuis les applications de gestion des déchets ministérielles ne permettront pas de lier les quantités de déchets aux différents sites.</p> <p>L'exploitant indique néanmoins que sa gestion interne lui permet de déterminer les volumes évacués de chacune des déchetteries et ceux entrant sur l'ISDI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - compléter son tableau avec les informations manquantes. L'adoption du tableau prescrit pour la télédéclaration TrackDéchets comme registre chronologique est à privilégier, - attribuer un numéro de SIRET à chacun de ses établissements.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Notification de cessation d'activité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/05/2025, article R.512-46-25</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Notification de cessation d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le site est en phase finale de comblement. La cessation d'activité est prévue en 2026. l'exploitant devra notifier au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> • faire attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de la mise en sécurité, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, • Transmettre l'ATTES SECUR, le mémoire de réhabilitation et l'ATTES MÉMOIRE prescrits respectivement par les articles R.512-46-25 et R.512-46-27 du code de l'environnement et le cas échéant l'ATTES TRAVAUX. <p>Aujourd'hui l'ISDI et la déchetterie sont enregistrées sur le même numéro d'AIOT. La cessation d'activité ne portera que sur la partie ISDI.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>